

# VILLE DE LONGUYON

## DEMANDE DE SUBVENTION MUNICIPALE ASSOCIATION LOI 1901 ANNÉE 2024

**Date limite de dépôt des dossiers : 31/12/2023**

Hôtel de Ville -Service économique

Ligne directe : 03.82.44.55.00 service.economique@longuyon.fr

**Nom de l'association :**

.....

Les annexes sont disponibles sur le site internet de la ville

Pièces <u>obligatoires</u> <sup>(1)</sup> : Si vous n'êtes pas en capacité de fournir l'un des documents ci-dessous, merci d'en indiquer la raison.	Colonne réservée à l'administration
Le formulaire de subvention et ses annexes, dûment complétés	<input type="checkbox"/>
Statuts signés, à jour, de l'association → uniquement pour une 1 <sup>ère</sup> demande → ou s'ils ont fait l'objet d'une modification en cours d'année	<input type="checkbox"/>
Bilan financier du dernier exercice comptable (2023)	<input type="checkbox"/>
Budget prévisionnel global de l'exercice 2024	<input type="checkbox"/>
Compte-rendu de la dernière Assemblée Générale	<input type="checkbox"/>
Copie du rapport moral et d'activités	<input type="checkbox"/>
Copie du bilan financier présenté à l'AG	<input type="checkbox"/>
Rapport d'orientation (présentation des projets)	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou postal	<input type="checkbox"/>
Attestation d'assurance responsabilité civile	<input type="checkbox"/>
Derniers extraits de tous les comptes en votre possession	<input type="checkbox"/>
Convention d'objectifs pour subvention > 23 000 €	<input type="checkbox"/>



**Tout dossier incomplet et/ou parvenu après la date limite sera rejeté**

(1) La Collectivité se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire à la compréhension du dossier.

Numéro de dossier : .....

Date de dépôt : .....

## PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION :

Buts (définis par les statuts) : .....

.....

.....

Adresse du siège social : .....

CP/Ville : .....

Site internet : .....

Nom et adresse complète pour la correspondance : .....

.....

N° RNA (n° de récépissé en sous-préfecture) : .....

N° de SIRET /SIREN : .....



Code APE : .....

N° et type d'agrément (le cas échéant) : .....

Union, Fédération ou réseau auquel est affiliée votre association : .....

Nom et Prénom et adresse des vérificateurs aux comptes : .....


## COMPOSITION DU BUREAU :

	Président	Vice-Président	Trésorier	Trésorier-adjoint	Secrétaire	Secrétaire-adjoint
Nom						
Prénom						
Adresse						
@						
						
						

Personne en charge du suivi de la présente demande de subvention :

Nom, prénom : .....

Fonction dans l'association : .....

 : .....  : .....

@ : .....

## FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION :

Nombre d'adhérents :

	LONGUYON			EXTÉRIEURS LONGUYON			T2L	Total ADHÉRENTS	Total cotisations
	ADHERENTS	Nombre d'adhérents		Montant cotisation/ Licenciés	Nombre d'adhérents		Montant cotisation/ Licenciés	Habitants T2L	
Majeurs		Mineurs		Majeurs	Mineurs				
LICENCIES	LONGUYON			EXTÉRIEURS LONGUYON			T2L	Total Licenciés	Total cotisations
	Nombre Licenciés		Montant cotisation/ Licenciés	Nombre Licenciés		Montant cotisation/ Licenciés	Habitants T2L		
Majeurs	Mineurs		Majeurs	Mineurs					

## LES ACTIONS DE L'ASSOCIATION :

Rappel des activités de l'année écoulée :

.....

.....

.....

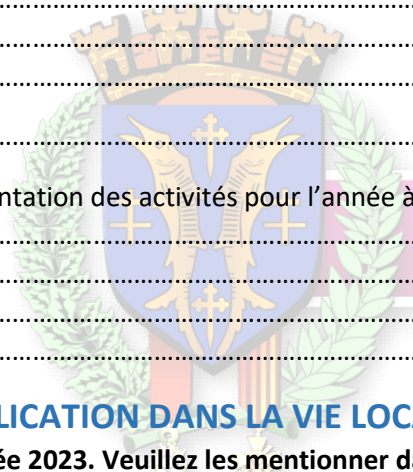
.....

Présentation des activités pour l'année à venir :

.....

.....

.....



**Ville de Longuyon**

**IMPLICATION DANS LA VIE LOCALE** Votre association a participé à des manifestations locales durant l'année 2023. Veuillez les mentionner dans le tableau suivant :

Type d'action	Actions municipales	Actions caritatives/sociales /santé	Actions dans les quartiers	Animations de la ville	Autres actions
Intitulés et dates					

## UTILISATION DE LA PRÉCÉDENTE SUBVENTION :

DÉSIGNATION DES OPÉRATIONS	MONTANT
Total	



**Décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021** pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806609>

## **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

### **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

#### **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

#### **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

#### **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

#### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.